

BRIDGES NETWORK

PASSERELLES

Analyses et Informations sur le Commerce et le Développement Durable en Afrique

VOLUME 14, NUMERO 4 - SEPTEMBRE 2013



Les enjeux de la présence chinoise en Afrique

COOPÉRATION SUD-SUD

Tout n'est pas rose

INFRASTRUCTURE

Quelle est la durabilité des ouvrages chinois en Afrique?

TRANSFORMATION STRUCTURELLE

La Chine: moteur de la transformation structurelle en Afrique?

LA CHINE EN AFRIQUE

Un partenariat gagnant-gagnant?

PASSERELLES

VOLUME 14, NUMERO 4 – SEPTEMBRE 2013

PASSERELLES

Revue africaine sur le commerce et le développement durable en Afrique

PUBLIE PAR

ICTSD

Centre International pour le Commerce et le Développement Durable

Genève, Suisse

www.ictsd.org

PUBLIEUR

Ricardo Meléndez-Ortiz

REDACTEUR EN CHEF

Andrew Crosby

DIRECTRICE EDITORIALE

Kiranne Guddoy

SOUTIEN ADDITIONNEL

Jennifer Nkidiaka (ICTSD)

ENDA Cacid

Dakar, Senegal

www.endacacid.org

REDACTEUR EN CHEF

Cheikh Tidiane Dieye

RÉDACTEUR

Alexandre Gomis

DESIGN

Flarvet

PASSERELLES reçoit vos commentaires et prend en considération toute proposition d'article. Nos lignes directrices sont disponibles sur demande. Contactez-nous via passerelles@ictsd.ch ou passerelles@endacacid.org

INFRASTRUCTURE

- 4 **Des infrastructures « made in China » en Afrique: une contribution au développement?**

Daouda CISSE

TRANSFORMATION STRUCTURELLE

- 7 **La Chine et l'intégration régionale, moteurs de la transformation structurelle en Afrique**

Richard Schiere et Alex Rugamba

COMMERCE BILATERAL

- 10 **Quand le commerce porte le drapeau : la nouvelle diplomatie africaine de l'Inde**

Alioune NDIAYE

RELATIONS SINO-AFRICAINES

- 13 **L'Afrique face aux partenaires commerciaux : quelles options pour le continent ?**

Aissatou Diallo

AGRICULTURE

- 16 **La Chine est-elle un acteur majeur de l'accaparement des terres en Afrique?**

Philippe Kersting

DERNIER MOT

- 20 **La coopération sud-sud : une nouvelle lueur dans la coopération internationale ?**

Cheikh Tidiane Dieye

OMC

- 23 **Lamy : «la route pour la Conférence ministérielle de Bali est plus claire, mais il reste beaucoup à faire»**

- 26 **Sur le fil**

- 27 **Publications**

L'Afrique face à la présence chinoise



Dans le contexte de la mondialisation et de la crise financière mondiale, de nouveaux acteurs de la coopération ont émergé en Afrique et s'affichent comme des concurrents potentiels des anciens partenaires commerciaux du continent. L'Afrique, jadis vue comme un continent pauvre et économiquement dépendant des autres régions, a relativement vite apporté la preuve contraire en enregistrant une bonne croissance économique durant cette dernière décennie, et cela en dépit de la morosité de la conjoncture économique mondiale qui prévaut. Avec ses ressources naturelles abondantes et un marché de plus d'un milliard de consommateurs, l'Afrique est devenue un partenaire commercial stratégique pour de nombreux pays. D'un côté, les pays développés, l'Union Européenne et les Etats Unis principalement, sont en perte vitesse et essaient de reconquérir le marché africain qui présente de réelles opportunités commerciales. De l'autre côté, les pays émergents cherchent à conquérir ce marché à leur manière suivant des approches différentes.

Face à l'Europe et aux Etats-Unis, les puissances émergentes marquent de plus en plus le continent de leurs empreintes. Toutefois, les démarches adoptées diffèrent d'un pays à l'autre. Chacun y va de ses propres moyens et parfois avec sa propre philosophie. Mais, pendant que ses partenaires, anciens ou nouveaux, pensent des stratégies pour mieux se positionner sur le continent africain, comment ce dernier devrait-il réagir pour saisir pleinement les opportunités offertes par cette pluralité de partenaires ?

C'est pour poser le débat sur les contours de ce partenariat que ce numéro revient largement sur les enjeux des relations commerciales qui mettent en concurrence les anciens et nouveaux partenaires de l'Afrique. Ce numéro inclue un article soulignant comment chaque partenaire tente de séduire l'Afrique tout en répondant à la question de savoir quelle devrait être l'option du continent face à cette multiplicité de partenaires commerciaux. Cette coopération aux allures sud-sud a aussi été le prétexte pour aborder dans cette édition la portée et les impacts de la montée en puissances des relations économiques et commerciales entre les pays émergents et l'Afrique. D'autres articles reviennent successivement sur les enjeux du partenariat sino- et indo- africain et la durabilité de telles relations. Deux autres problématiques majeures sont également abordées dans ce numéro: Il s'agit d'une part des acquisitions foncières en Afrique, dont la Chine est citée à tort (ou à raison) comme l'un des principaux acteurs et d'autre part de la transformation structurelle dont elle fait figure de moteur.

Nous vous souhaitons une excellente lecture et nous vous invitons à lire notre revue anglophone Bridges Africa qui paraît chaque mois sur le site <http://ictsd.org/news/bridges-africa/>.

Continuez à suivre l'actualité sur le commerce et le développement durable en Afrique à travers le site web de Passerelles <http://ictsd.org/news/passerelles/>.

L'équipe de Passerelles

INFRASTRUCTURE

Des infrastructures « made in China » en Afrique: une contribution au développement?

Daouda CISSE

La présence d'entreprises chinoises sur le continent africain coïncide avec la volonté des gouvernements africains de faire du développement des infrastructures une priorité. Toutefois le débat se pose avec acuité sur la durabilité des ouvrages réalisés par celle-ci.

Le secteur ferroviaire a été l'un des premiers secteurs des investissements chinois en Afrique. Dans les années 1970, la construction de la ligne ferroviaire entre la Tanzanie et la Zambie (TANZAM) symbolisait la première étape de la contribution de la Chine à l'aide au développement en Afrique. Dans sa politique d'urbanisation et de modernisation de ses villes, d'abord côtières et aujourd'hui intérieures, la Chine investit massivement dans les infrastructures. La volonté des gouvernements africains de favoriser le développement des infrastructures coïncidant avec la présence croissante d'entreprises chinoises va très vite promouvoir l'implication de celles-ci dans les projets de développement d'infrastructures en Afrique.

Des grands chantiers dans le domaine du transport (routier, ferroviaire et portuaire), des télécommunications et de l'hydroélectricité par exemple ont été attribués à des entreprises chinoises. Mais est-ce que les infrastructures « made in China » en Afrique, contribuent au développement ?

Comment la Chine a-t-elle réussi à s'imposer dans le secteur des infrastructures en Afrique ?

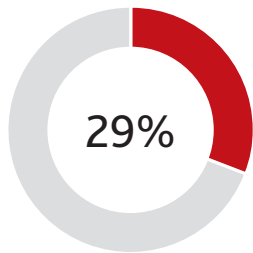
Le secteur de la construction occupe une place importante dans l'économie chinoise. La Chine depuis son ouverture s'est investie dans la construction d'infrastructures adéquates et modernes pour promouvoir sa croissance économique.

Afin de développer son réseau ferroviaire et assurer une mobilité rapide à sa population sur un vaste territoire, la société chinoise des chemins de fer a modernisé le réseau de transport ferroviaire en Chine. De nouvelles lignes ferroviaires ont été développées et des trains à grande vitesse ont été construits afin de réduire les longues heures de voyage entre les villes éloignées. En ce qui concerne le réseau routier, de vastes autoroutes et ponts ont été construits à travers le pays. Toutes ces réalisations ont contribué à la modernisation de la Chine. En 2008 avec l'organisation des Jeux Olympiques de Beijing, il y avait plus de chantiers en construction dans la seule ville de Pékin que dans toute l'Europe.

Ces chantiers infrastructurels de grandes envergures engagés par la Chine ont permis aux entreprises chinoises, qui ont largement contribué à leur réalisation, d'acquérir une expertise locale et de cibler aujourd'hui les marchés étrangers.

Ainsi l'avantage compétitif des entreprises chinoises à gagner les appels d'offre grâce à l'appui politique et financier des institutions chinoises d'Etat contribue à la présence galopante de la Chine dans le secteur des infrastructures en Afrique. Des prêts concessionnels et préférentiels octroyés à travers des accords entre la Chine et les différents pays africains sont consentis pour financer divers projets (ports, barrages, lignes ferroviaires, etc.).

Des financements de la banque chinoise d'exports et imports (EXIMBANK) et de la banque chinoise de développement ont également permis aux entreprises chinoises de travaux publics et de génie civil d'acquérir des projets au Gabon, en Mauritanie et plus récemment en Afrique du Sud. La crise financière de 2008 qui continue de secouer les pays développés a aussi contribué à cette forte présence des entreprises chinoises en Afrique. En effet,



Les équipements industriels représentent 29 pourcent des exportations chinoises vers l'Afrique. (IMF, 2010)

cette crise a réduit la capacité des institutions financières et entreprises occidentales à financer de grands projets de construction ; ce qui, d'une certaine manière, a contribué à la présence des entreprises chinoises dans le secteur de la construction d'infrastructures en Afrique. A cela s'ajoute la sous-traitance entre les grandes multinationales et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) chinoises de construction qui elle a elle aussi facilité la présence d'entreprises privées chinoises de construction sur le continent.

Le manque d'infrastructures adéquates susceptibles de tirer la croissance en Afrique a été un frein aux investissements africains et étrangers. Pour palier ce manque, les Etats africains ont décidé de faire du développement des infrastructures une priorité. Ce besoin a été un des leitmotivs de la présence chinoise dans la construction d'infrastructures en Afrique. Ainsi, les entreprises chinoises sont présentes dans différents secteurs d'investissement: énergie, télécommunications, hydraulique; etc.

L'IDE chinois et développement d'infrastructures en Afrique

Dans sa politique de coopération économique avec les pays en voie de développement, la Chine envisage de sécuriser des ressources tout en contribuant à la construction d'infrastructures. Par exemple, « l'Angola model », qui consiste à échanger des ressources parfois à de bas prix pour des projets de construction d'infrastructures, est une politique d'investissement de la Chine spécifique aux pays riches en ressources et parfois même là où le système politique est controversé.

L'expansion des investissements chinois à l'étranger permet à la Chine non seulement d'acquérir de nouvelles technologies, de nouveaux marchés mais aussi à ses entreprises de mettre en pratique et de tester leur expertise. Elle permet aussi à de nombreuses entreprises de construction d'accéder à un grand nombre de marchés étrangers, créer des emplois pour les ouvriers chinois et acquérir une réputation internationale dans le domaine de la construction.

Dans plusieurs pays d'Afrique – Angola, Zambie, Nigeria, RDC, Djibouti et Tanzanie – la Chine s'investit dans la construction ou la réhabilitation de routes ou voies ferrées. Le besoin accru de produire de l'électricité et de faciliter l'accès à l'eau a incité des pays africains tels que le Ghana, le Soudan ou encore le Botswana à axer leur priorité sur la construction de barrages hydroélectriques qui intéresse les entreprises chinoises. A partir des années 2000, les entreprises chinoises ont été présentes dans la rénovation et la construction de voies ferrées en Afrique comme en Angola et au Nigeria où la rénovation de lignes ferroviaires (respectivement Benguela et Lagos-Kano) a été entreprise par la China Civil Engineering Company (CCEC). En 2009, les entreprises chinoises s'étaient investies dans 18 projets de construction au Botswana.

La Chine respecte-t-elle les normes et priorités de construction en Afrique?

La présence galopante de la Chine dans le secteur du développement des infrastructures en Afrique suscite des questions liées aux normes et au développement durable par rapport notamment à la qualité de ses propres réseaux routiers et ferroviaires.

Le problème immobilier qui secoue particulièrement les grandes villes chinoises s'ajoute aux défis auxquels le gouvernement chinois fait face pour éviter une crise immobilière qui pourrait toucher des millions de Chinois qui ont de bas salaires et qui voudront acquérir des logements. Cependant, de nombreux scandales liés à la corruption, à une mauvaise gestion et aux accidents (effondrements de ponts, collisions et déraillements de trains) sont apparus dans ces secteurs en Chine. Ainsi, des questions relatives à la qualité des infrastructures conduisent à réfléchir sur le savoir-faire des entreprises chinoises. L'ancien ministre chinois des chemins de fer a été déjà jugé coupable pour corruption et autres malversations financières qui ont mis certains projets d'Etat au ralenti. Des accidents sur les routes et les voies ferrées chinoises ont attiré l'attention des Chinois et de la communauté internationale sur l'exigence de normes et sur la qualité des projets de construction en Chine. Bien que le gouvernement chinois ait entrepris des réformes dans l'amélioration de la qualité et dans le système d'appels d'offres public de nombreux problèmes subsistent.

3.5 milliards USD

C'est l'estimation du coût de construction de Nova Cidada de Kilamba en Angola. (BBC news)

En effet, la courte durée de construction des chantiers chinois, les normes de construction non conventionnelles, la détérioration rapide des infrastructures après livraison et la corruption ont été déjà mentionnées à travers l'implication de la Chine dans des projets de construction à l'étranger.

La construction de barrages hydroélectriques qui doit générer de l'électricité et faciliter l'accès à l'eau dans plusieurs pays africains, tels que le Soudan, le Botswana et le Ghana a pollué des fleuves et conduit au déplacement de populations qui ont perdu leurs activités économiques.

De telles menaces encourues ont poussé certains pays à être plus exigeants en termes de contrôle des normes de qualité. En 2009, les entreprises chinoises s'étaient investies dans 18 projets de construction au Botswana. Mais récemment, le président du Botswana a déclaré que des systèmes de contrôles stricts devaient être mis en place pour évaluer de plus près l'implication des entreprises chinoises dans le secteur de la construction au Botswana. Des entreprises chinoises ont vu leurs projets suspendus afin d'évaluer si les règles et normes de construction en vigueur au Botswana sont respectées.

Un des projets de développement des infrastructures chinois en Afrique qui a récemment attiré l'attention de l'opinion publique est la construction d'une toute nouvelle ville à Luanda en Angola. Nova Cidade de Kilamba a été entièrement construite par l'entreprise chinoise d'Etat China International Trust and Investment Corporation (CITIC). Ce projet s'est inspiré des nombreux projets immobiliers de la CITIC, en Chine, qui a développé de nouvelles cités avec tout un confort incluant système de transport, écoles, boutiques, cliniques, salles de sports, restaurants, etc.; autour aussi bien dans les grandes villes côtières que dans les provinces de l'intérieur. Mais ces villes chinoises qui restent encore inhabitées sont des « villes fantômes ». En effet compte tenu du prix élevé du loyer et de la grande majorité des Angolais vivant dans la pauvreté, la « ville fantôme » de l'Angola n'a pas attiré suffisamment de clients pour occuper ses 750 buildings de huit étages, chacun équipés de 12 écoles et de plus de 100 boutiques. Dans un pays comme l'Angola qui manque d'infrastructures de base et dont la capitale est surpeuplée, un tel investissement de luxe n'est pas une priorité! Il ne répond pas aux besoins de la grande majorité des Angolais qui ne bénéficient pas des revenus générés par les importantes ressources minières dont regorge le pays. Il est dit que l'Angola aurait échangé des ressources pour la construction de cette « ville fantôme ». Cet exemple devrait pousser les autorités africaines, particulièrement celles des pays riches en ressources naturelles, à savoir que le modèle d'échanges « ressources contre infrastructures » n'est pas à long terme durable.

Conclusion

Certes, les investissements chinois en Afrique constituent une opportunité et contribuent à diversifier le partenariat économique des pays africains mais ne sont pas une garantie pour le développement du continent. Une attention particulière des pays africains par rapport à l'engagement de la Chine en Afrique doit être portée sur l'exportation des problèmes d'environnement et de développement durable de la Chine en Afrique. La priorité doit être axée sur les besoins en infrastructures qui satisfont les populations dans les différents pays d'Afrique pour une relation à long-terme basée sur le développement durable entre la Chine et l'Afrique.

Et pour ce faire, l'engagement des gouvernements africains à travers leurs ministères et agences compétents est nécessaire pour l'exécution des règles. La présence de la Chine dans le secteur de la construction d'infrastructures en Afrique devrait contribuer à la création d'emplois pour l'expertise locale dans les différents pays africains et au transfert de technologies et de connaissances. Bien que le manque d'infrastructures dans plusieurs secteurs pousse les gouvernements africains à favoriser des investissements étrangers de la part des bailleurs traditionnels et des économies émergentes, le modèle d'échange « ressources contre développement d'infrastructures » n'est pas durable et nécessite des critiques constructives. Le développement des infrastructures contribue au développement mais cela doit se faire sans heurts pour les populations.



Daouda CISSE
Centre for Chinese Studies,
Stellenbosch University South
Africa

TRANSFORMATION STRUCTURELLE

La Chine et l'intégration régionale, moteurs de la transformation structurelle en Afrique

Richard Schiere et Alex Rugamba

Avec des flux d'échanges et d'investissements multipliés par dix au cours de la dernière décennie, la Chine est en train de stimuler l'essor du marché des produits de base et de réduire le déficit en infrastructures en Afrique. Cependant, la transformation structurelle ne sera durable à long terme que si les communautés économiques régionales (CER) renforcent leurs cadres politiques à travers la promotion d'un climat d'investissement productif et la fusion des petits marchés régionaux.

A l'aube du nouveau millénaire, l'Afrique est en train de devenir le prochain marché émergent. Six des dix pays qui affichent les taux de croissance les plus élevés sont à présent sur le continent africain et le taux de croissance moyen pour l'Afrique subsaharienne est de 6,6 pourcent. La transformation structurelle – la réaffectation des ressources économiques des activités à faible productivité telles que l'agriculture familiale ou le commerce informel vers des secteurs plus productifs tels que la fabrication – est en train de devenir une réalité en Afrique.

La Chine est un des principaux moteurs de la transformation structurelle en Afrique. Avec des flux d'échanges et d'investissements multipliés par dix au cours de la dernière décennie, la Chine est en train de stimuler l'essor du marché des produits de base et de réduire le déficit en infrastructures en Afrique. Cependant, la transformation structurelle ne sera viable à long terme que si les Communautés Economiques Régionales (CER) renforcent leurs cadres politiques à travers la promotion d'un climat d'investissement productif et la fusion des petits marchés régionaux. La Banque Africaine de Développement (BAD) appuie également la transformation structurelle par l'intermédiaire d'Africa50Fund. Cet instrument financier innovant garantira que l'Afrique soit en mesure de financer sa propre transformation structurelle.

La Chine moteur de la transformation structurelle en Afrique

La persistance de la forte croissance économique chinoise et de la forte demande de la Chine en produits de base pour alimenter son propre processus d'industrialisation et d'urbanisation sont les principaux moteurs de la transformation structurelle en Afrique. Ceci a mené à la croissance exponentielle du commerce et des investissements sino-africains au cours de la dernière décennie. En 2011, les flux d'échanges et d'investissements entre l'Afrique et la Chine étaient estimés, au total, à 166,3 milliards et 9 milliards de dollars US, respectivement. En effet, le solide engagement économique de la Chine sur le continent a conduit à un regain d'intérêt de la part d'autres investisseurs en provenance d'Asie, d'Amérique et d'Europe. Ce phénomène a contribué à coller à l'Afrique l'étiquette de « marché émergent ».

A travers le continent africain, la Chine s'engage avec divers pays, ceci allant d'états fragiles à des économies à revenu intermédiaire. Dans certains pays tels que la République Démocratique du Congo, l'Angola et l'Algérie, la Chine intervient dans les industries extractives, alors que dans d'autres comme le Maroc et l'Égypte, l'investissement chinois dans le secteur manufacturier a créé des liens en amont et en aval avec l'économie nationale, ce qui facilite la transformation structurelle.

Les politiques des pays africains et la capacité du secteur manufacturier local sont des facteurs cruciaux pour déterminer l'impact des investissements chinois dans un pays. L'Éthiopie montre bien à quel point le « nouveau » partenariat économique sino-africain stimule la transformation structurelle. Comme dans de nombreux autres pays africains, les flux d'échanges et d'investissements sino-éthiopiens ont enregistré une hausse rapide au cours de la dernière décennie. Les compagnies chinoises sont actuellement en train de construire une ligne de chemin de fer électrifiée d'un montant de 2,8 milliards de dollars US, de moderniser les télécommunications éthiopiennes à hauteur de 1,3 milliard de

dollars US et de construire des centrales hydroélectriques et des lignes de transmission pour un montant de 1,2 milliard de dollars. L'intervention de la Chine ne se limite pas au financement de projets d'infrastructure, mais concerne également le secteur productif. Huajian, un des plus grands exportateurs chinois de chaussures, a investi plusieurs millions de dollars en Ethiopie pour lancer la fabrication de chaussures. Ceci montre clairement que l'Ethiopie peut conquérir une part de la production manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre – un élément essentiel de la transformation structurelle – bien que l'Ethiopie ait toujours à concurrencer la Chine et d'autres pays asiatiques dans les marchés d'exportation. Ceci signifie également que les produits de l'industrie légère exportés par l'Ethiopie vers l'Europe et l'Amérique sont en concurrence directe avec les exportations chinoises du même secteur.

Le soutien de la Chine à la transformation structurelle africaine fait partie de sa politique « gagnant-gagnant », où tant l'Afrique que la Chine tirent profit de l'accroissement des opportunités d'affaires. Dans le même temps, elle donne aux compagnies chinoises la possibilité de s'assurer des ressources et d'étendre leurs opérations à l'étranger. C'est pour cela que la Chine encourage les investissements en Afrique à travers la stratégie chinoise « Going Global » au titre de laquelle les compagnies chinoises peuvent recevoir un soutien financier d'une gamme d'institutions telles que China Development Bank, China EXIM Bank et le Ministère du commerce. En outre, le Fonds de Développement Chine-Afrique (CADF) a été spécialement mis en place pour promouvoir les partenariats d'affaires entre des entrepreneurs chinois et africains et a investi plus de 500 millions de dollars de ses propres ressources tout en encourageant des investissements de plus de 20 milliards de dollars par des compagnies chinoises.

Le soutien de la Chine à la transformation structurelle africaine fait partie de sa politique « gagnant-gagnant », où tant l'Afrique que la Chine tirent profit de l'accroissement des opportunités d'affaires.

Non seulement la Chine soutient la transformation structurelle au niveau macro-économique à travers de grands projets d'investissements dans les infrastructures, qui attirent souvent l'attention des médias, mais également au niveau microéconomique, en partageant avec l'Afrique le savoir-faire sur le développement et la production. La Chine a mis en place un réseau de centres de recherche agricole chinois en Afrique, afin de promouvoir la sécurité alimentaire et d'accroître la productivité agricole. Les petites et moyennes entreprises (PME) chinoises tirent parti des nombreuses opportunités commerciales en Afrique et contribuent également à la transformation structurelle en investissant dans de nombreux secteurs, allant des boutiques de vente au détail et restaurants à des petites entreprises qui produisent pour le marché local africain.

Investissements productifs et transformation structurelle

Bien que la demande chinoise de matières premières et les investissements chinois dans les infrastructures soient les principaux moteurs de la transformation structurelle en Afrique, ceci ne peut être viable à long terme que si les bonnes politiques sont en place. Les Communautés Economiques Régionales (CER) jouent un rôle crucial à cet égard car elles peuvent promouvoir des politiques favorables au marché et l'intégration régionale. Ces politiques ont mené à une amélioration de la productivité des investissements – un élément crucial qui accélère la transformation structurelle. Ceci revêt une importance particulière pour l'Afrique qui compte progresser dans les chaînes des valeurs mondiales et exporter davantage de produits manufacturés, à la place des matières premières.

Les CER sont en train d'harmoniser les plans nationaux d'investissements dans les infrastructures au sein d'un cadre régional qui mène à des économies d'échelle et qui se traduit par des prix plus abordables pour les entreprises et les consommateurs. Ceci fait

baisser les coûts de production et améliorer la compétitivité internationale de l'Afrique. À terme, des pools énergétiques régionaux peuvent créer des marchés énergétiques continentaux dotés de systèmes d'alimentation électrique coordonnés. C'est déjà le cas, et dans les années à venir, des réseaux électriques en Afrique de l'Est et en Afrique australe seront connectés pour constituer un pool énergétique régional unique. Au sein de ces cadres régionaux, la Chine est en train de promouvoir l'intégration africaine en finançant et en construisant des ports, des centrales hydroélectriques, des voies de télécommunications et des projets d'infrastructure ferroviaire. Il faudrait souligner que, de même que pour les pools énergétiques, seuls les CER et les gouvernements africains peuvent prendre l'initiative de l'harmonisation des politiques et de l'amélioration d'un environnement propice à des investissements productifs, qui sont tous aussi importants que les infrastructures physiques dans la promotion de l'intégration régionale.

La transformation structurelle ne sera durable à long terme qu'avec un renforcement de l'intégration régionale et la mise en place d'un cadre politique solide.

Bien que les CER en Afrique aient des mandats et des membres différents, il y a une nette tendance à la convergence entre ces institutions. Ainsi, l'accord tripartite de libre-échange fusionnera le COMESA, la CAE et la SADC en une seule zone de libre-échange, dotée d'un marché de 500 millions de personnes. On observe une tendance similaire entre les CER ouest-africaines avec la CEDEAO et la CEEAC. La tendance à la convergence met en évidence l'importance que revêtent les CER en tant que principal mécanisme de renforcement de la coopération sino-africaine.



Richard Schiere

Chargé en chef des résultats et des performances au sein du département résultats et contrôle de la qualité du Groupe de la Banque africaine de développement.



Alex Rugamba

Directeur du département chargé du NEPAD, de l'intégration régionale et du commerce auprès du Groupe de la Banque africaine de développement.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans cet article sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position de la Banque africaine de développement, celle de son Conseil d'administration ou les pays qu'elle représente.

Africa50Fund pousse l'Afrique à financer sa propre transformation structurelle

La BAD est tout à fait consciente de la nécessité de s'attaquer au déficit d'infrastructures et de promouvoir l'intégration régionale pour accélérer la transformation structurelle en Afrique. En effet, à condition que le cadre de base soit en place, l'Afrique – avec toute la richesse de ses ressources et son marché de consommateurs en expansion – devrait être en mesure de financer sa propre transformation structurelle. Dans le cadre de cet effort, la BAD est en train de créer l'Africa50Fund. Le but de cet instrument financier innovant sera d'accélérer la réalisation d'infrastructures en Afrique en augmentant le nombre de projets d'infrastructure susceptibles d'obtenir un financement, ainsi que les financements directs de projets. Africa50Fund devrait mobiliser au moins 100 milliards de dollars US de financements privés au cours de la décennie.

Conclusion

La demande continue de produits de base et les investissements de la part de la Chine stimulent la transformation structurelle en Afrique. En effet, les activités chinoises sur le continent sont en train d'attirer d'autres investisseurs en provenance d'Asie, d'Amérique et d'Europe. Ceci contribue à la nouvelle étiquette de l'Afrique en tant que « marché émergent ».

Toutefois, les décideurs africains ne devraient pas se laisser leurrer par le boom actuel des ressources qui alimente la transformation et l'image positive du continent. La transformation structurelle ne sera durable à long terme qu'avec un renforcement de l'intégration régionale et la mise en place d'un cadre politique solide. Le but de ces réformes est d'accroître la productivité des investissements, de faciliter la convergence des marchés nationaux et d'améliorer l'environnement favorable aux affaires. Ceci est crucial pour que l'Afrique s'empare d'une partie de la production manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre que la Chine est actuellement en train de délocaliser en raison de la hausse des coûts salariaux dans ce pays. Ceci offrira également à l'Afrique la possibilité d'exporter ses biens manufacturés à plus forte valeur ajoutée – au lieu de n'exporter que des produits de base.

COMMERCE BILATERAL

Quand le commerce porte le drapeau : la nouvelle diplomatie africaine de l'Inde

Alioune NDIAYE

En quoi consiste l'engagement de l'Inde en Afrique?

La fin de la Guerre froide a poussé les élites indiennes dans une sorte d'introspection sur le statut du pays sur la scène internationale. Isolée dans le Sud-est asiatique pour avoir noué une alliance avec l'URSS dans un environnement régional fortement acquis au bloc occidental, l'Inde étouffait. A cela s'ajoutait des performances économiques peu reluisantes dûs aux lourdeurs bureaucratiques et à la mainmise de l'État sur l'économie, freinant ainsi l'initiative privée et les investissements étrangers.

Progressivement, l'Inde va adopter une nouvelle approche portée sur l'ouverture du pays sur l'extérieur dans le souci notamment de jouer un rôle de premier plan dans un monde multipolaire. Cela ne pouvait se faire que si les performances économiques permettaient de relever la stature du pays. Ainsi, l'économie en général et le commerce en particulier, sont devenus les principaux moteurs de la politique étrangère indienne. La politique africaine ne sera point en reste, et on assistera à une évolution du modèle nehruvien de relations presque exclusivement politiques, vers une nouvelle diplomatie qui se fait principalement, par et pour l'économie. Cela va avoir comme conséquence une croissance fulgurante dans les échanges commerciaux entre l'Inde et l'Afrique, et un boom des investissements indiens dans le continent, qui est le fait d'une synergie entre les secteurs privé et public indiens.

Le boom du commerce indo-africain

Le commerce indo-africain connaît depuis le début des années 1990 une progression constante. On peut déceler deux phases dans cette densification des relations commerciales entre l'Inde et l'Afrique. La première phase de 1990 à 1999 est marquée par une croissance assez modeste. Dans cette période le volume du commerce indo-africain est passé d'1 milliard de dollars US à 3 milliards de dollars US. La deuxième phase commence avec ce qu'il est convenu d'appeler la « décennie indienne », et coïncide avec la période de forte croissance connue par l'économie du pays. Durant cette période le volume des échanges avec l'Afrique est passé de 3 milliards de dollars US en 2000 à 36 milliards en 2008 avant d'atteindre la barre des 62 milliards en 2011. Cette croissance est telle que l'objectif de 70 milliards de dollars US, qui était fixé pour l'horizon 2015, a été revu à la hausse lors du dernier sommet Afrique-Inde de mai 2012, pour être porté à 90 milliards.

Cette croissance s'explique par une multitude de facteurs dont le premier est l'orientation économique donnée par New Delhi à sa politique africaine qui s'est traduite par les programmes de coopération économique tels que le Focus Africa et le Team 9 qui permettent aux entreprises indiennes de se créer de véritables opportunités d'affaires en Afrique dans l'exécution des différents projets au titre de la coopération au développement.

Les lignes de crédit octroyées par l'Export Import Bank of India (Exim Bank), posent en effet comme conditionnalité, que près de 85 pourcent des biens et services utilisés dans le cadre de l'exécution des programmes sous financement, soient fournis par des entreprises indiennes. De ce point de vue, elles sont un formidable outil de pénétration du marché africain pour les entreprises indiennes.

La levée en 2008 de certaines barrières tarifaires pour les Pays moins avancés (PMA), parmi lesquels 33 pays africains, contribue aussi à cette tendance. Concernant les barrières tarifaires, l'Inde se lance ces dernières années dans des négociations avec des ensembles sous régionaux africains en vue de mettre en place des accords commerciaux.

Structure du commerce Indo-Africain

Le commerce indo-africain semble porter sur un échange de matières premières, pour la plupart des produits miniers contre des produits manufacturés, de machinerie et de transport. L'Afrique, avec ses richesses en ressources naturelles fournit principalement des produits miniers. Le pétrole occupe une place de choix dans les importations indiennes. Les minerais tels que l'or et le diamant ne sont pas en restes.

La machinerie agricole indienne en raison de son prix assez abordable, semble être un des principaux produits d'exportation.

L'Inde quant à elle fournit des produits manufacturés, essentiellement de la machinerie et des moyens de transport. La machinerie agricole indienne en raison de son prix assez abordable, semble être un des principaux produits d'exportation. Le commerce indo-africain est fortement concentré autour de quelques États dans le continent noir. Même si la tendance de ces dernières années fait ressortir une diversification géographique croissante des échanges de l'Inde avec le continent, il n'en demeure pas moins qu'ils restent concentrés principalement en Afrique de l'Est, et du Sud. Pour ce qui est de l'Afrique de l'Ouest, les importations pétrolières depuis le Nigeria peuvent donner une fausse perception de diversification géographique des échanges indo-africains.

Tableau comparatif des importations et exportations de l'Inde par région africaine.

| | Exportations indiennes | | Importations indiennes | |
|--------------------|------------------------|-----------|------------------------|-----------|
| | 2010-2011 | 2011-2012 | 2010-2011 | 2011-2012 |
| Afrique Centrale | 465.03 | 707.80 | 45.74 | 51.00 |
| Afrique de l'Est | 5,346.87 | 6,594.24 | 579.73 | 536.84 |
| Afrique du Nord | 3,985.55 | 4,693.63 | 5,894.40 | 7,459.33 |
| Afrique australe | 5,619.11 | 6,217.96 | 12,573.98 | 16,977.00 |
| Afrique de l'Ouest | 4,296.61 | 6,460.45 | 12,862.57 | 18,237.35 |
| Total | 19,713.17 | 24,674.08 | 31,956.42 | 43,261.52 |

Source : Infodriveindia.com / Exim Bank (Données en millions de dollars US)

Division du travail dans les investissements

Il ressort d'une analyse des investissements indiens en Afrique, qu'il y a une sorte de division du travail entre les entreprises privées et publiques. Les investissements indiens en Afrique sont aujourd'hui estimés à environ 50 milliards de dollars US partagés entre les entreprises publiques et privées.

Les entreprises publiques semblent se concentrer dans les secteurs stratégiques comme les hydrocarbures, l'énergie et les infrastructures. Ainsi dans le secteur pétrolier, ONGC Videsh Limited (OVL), qui est la filiale étrangère de la principale compagnie d'État, Oil and Natural Gas Company (ONGC), est présente dans plusieurs pays dont le Nigeria, le Soudan, le Gabon, la Côte d'Ivoire, et l'île Maurice. À côté d'OVL, on peut aussi noter des compagnies comme Oil India Limited et India Oil Corporation qui sont actives en Afrique dans le pétrole, ainsi que la société d'État Gaz Authority of India Limited (GAIL) qui est présente au Nigeria, au Ghana et en Libye.

Dans le domaine des infrastructures routières et surtout ferroviaires, on peut citer les compagnies d'État *RITES* et *IRCON* qui ont accru considérablement leurs opérations en Afrique au cours des dernières années, même s'il faut relever une forte concentration en Afrique de l'est et australe.

Dans le domaine énergétique, on peut citer la Compagnie Bharat Heavy Electricity Ltd (BHEL) dont le gouvernement indien détient 51 pourcent des parts, et qui est présente en Afrique dans le cadre de beaucoup de grands projets énergétiques.

Les entreprises privées indiennes, dans le sillage de Tata qui fait figure à la fois de pionnière et de porte-drapeau dans le continent africain, se sont elles aussi lancées dans une véritable offensive au cours des dernières décennies.



Dans le domaine des télécommunications, la plus grande opération, est sans doute l'acquisition en juin 2010, par la compagnie *Bharti Airtel* qui compte le plus grand nombre d'abonnés en Inde, de licences d'exploitation détenues par la firme koweïtienne *Zain*, dans une douzaine de pays africains pour un montant global de 10.7 milliards de dollars US. La compagnie Essar, une autre firme indienne de télécommunications, a acquis au Kenya en 2008 une licence pour devenir le quatrième opérateur de téléphonie mobile dans le pays pour un montant de 500 millions de dollars US.

Les compagnies pharmaceutiques sont sans doute celles qui connaissent le plus grand succès en Afrique. En 2008-2009, 14 pourcent des exportations indiennes de produits pharmaceutiques, dont le volume total était de 8 milliards de dollars US, étaient destinés à l'Afrique. En profitant des avancées en matière de brevet notamment sur les médicaments génériques, les firmes indiennes ont enregistré une forte percée dans le continent africain. Dans leur stratégie de pénétration du marché africain, les groupes pharmaceutiques indiens s'appuient principalement sur le mécanisme des joint-ventures, et des accords de distribution avec les compagnies locales, profitant ainsi de la maîtrise du marché par ces dernières. En 2008, dans le cadre d'une joint-venture avec le gouvernement et le groupe ougandais *Quality Chemicals Industries Ltd* et la firme indienne *CIPLA*, une unité produisant des antirétroviraux et des antipaludéens d'une valeur totale de 32 milliards de dollars US, a été mise sur pied à Kampala. L'agrobusiness est aussi un des secteurs où les entreprises indiennes sont très actives, notamment en Éthiopie.

Conclusion

L'Afrique semble être aujourd'hui la première scène où se déploie le rêve de grandeur de l'Inde. En effet, la diplomatie indienne semble être très active dans le continent, portée par le commerce et l'investissement. Cela a eu pour conséquence un accroissement exponentiel des échanges commerciaux et des investissements.

Il y a dans cette relation économique de véritables opportunités pour l'Afrique notamment en termes d'attrait de nouveaux investissements, de transferts de technologie et de renforcement de capacités pour que le continent puisse s'insérer mieux dans les chaînes de valeur mondiales. Cependant, il y a aussi des risques de voir la tentation de la prédation gagner les entreprises indiennes. Il faudra que dans cette relation l'Afrique veille à ne pas être, encore une fois, un panier de ressources.



Alioune NDIAYE

Consultant / chercheur et diplômé de l'Institut universitaires des hautes études internationales de Genève (IHEI). Il est l'auteur de « L'Afrique dans la politique étrangère indienne : les nouvelles ambitions africaines de New Delhi », Dictus Publishing, 2012.

RELATIONS SINO-AFRICAINES

L'Afrique face aux partenaires commerciaux : quelles options pour le continent ?

Aissatou Diallo

Avec ses ressources naturelles en abondance et un marché de plus d'un milliard de consommateurs, l'Afrique est très vite devenue un centre d'intérêt pour de nombreux pays riches et émergents qui ne cessent d'élaborer des stratégies pour mieux se positionner sur le continent. Face à ce regain d'intérêt pour l'Afrique, celle-ci devrait à son tour réfléchir sur les options et les réponses possibles pour saisir les avantages qu'offre chaque partenaire.

Les échanges entre la Chine et l'Afrique connaissent actuellement une croissance exponentielle. Le cinquième Forum sur la coopération sino-africaine qui s'est tenu à Beijing du 19 au 20 Juillet 2012 a révélé que les échanges commerciaux entre les deux parties avaient atteint 210 milliards de dollars en 2012, soit un quadruplement en 6 ans. La rapide croissance des échanges et l'étendue de cette présence ont suscité de l'Europe, des Etats-Unis et du Japon, la mise en œuvre de nouvelles stratégies de repositionnement sur le continent. En 2006, l'Europe a lancé la « Global Europe Strategy » pour sécuriser les parts de marché de l'Europe dans le monde et permettre l'accès de ses entreprises aux ressources naturelles et aux matières premières. En 2007, elle a inscrit dans les accords de partenariat économique en négociation avec les pays ACP une clause dite de la « Nation la Plus Favorisée » (NPF) qui lui garantit de ne pas avoir un traitement commercial moins favorable que ses concurrents émergents dans les accords de libre-échange futurs dans lesquels les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique seraient parties. Dans le même registre, entre Septembre 2012 et Avril 2013, les Etats-Unis ont publié trois documents d'analyse des relations sino-africaines, tandis que le dernier Tokyo International Conference on African Development (TICAD) a été perçu par la presse comme la contre-offensive japonaise face à la présence chinoise en Afrique. Mais, pendant que ses partenaires, anciens ou nouveaux, pensent des stratégies pour mieux se positionner sur le continent africain, comment ce dernier devrait-il réagir pour saisir pleinement les opportunités offertes par cette pluralité de partenaires sans perdre de vue la nécessité de poursuivre le processus d'intégration en cours à l'échelle continentale.

L'empreinte chinoise

La Chine a pris une sérieuse option sur l'Afrique. Entre 2006 et 2012, la Banque mondiale, l'Office du Conseiller spécial sur l'Afrique des Nations Unies (UNOSAA), la CNUCED et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont mené des études sur les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique. En combinant les données tirées de ces documents, les constats suivants peuvent être faits : les combustibles composent les trois quarts des exportations des pays africains vers la Chine suivis des ressources minières, en provenance d'Angola, d'Afrique du Sud, du Soudan, de la Libye et de la République du Congo. Quant aux importations, elles portent sur les équipements de transport, machines et textiles destinées à l'Egypte, le Maroc, l'Algérie, le Soudan, le Ghana, le Bénin, le Togo, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Par conséquent, en matière de commerce, la composition des échanges avec la Chine est similaire à celle entretenue entre les Etats-Unis et l'Europe.

Cependant les points suivants font la spécificité des relations sino-africaines :

- Une croissance rapide et continue des échanges commerciaux : de 55,5 milliards de dollars en 2006, la valeur des échanges est passée à près de 103 milliards en 2009 avant d'atteindre 210 milliards en 2012. En Afrique de l'Ouest, la Chine est devenue le second partenaire commercial avec 17 pourcent des échanges.
- Une diplomatie construite autour d'un objectif économique : en dotant le fond de développement sino-africain d'un montant plafond de 5 milliards de dollars, elle appuie ses entreprises et leur permet d'avoir un avantage comparatif face à leurs concurrents.

- Un partenariat renforcé avec des pays sortis de conflits armés : les pays riches en ressources récemment sortis de conflits armés, dont les infrastructures ont été détruites, bénéficient d'appuis financiers et logistiques pour leur reconstruction. C'est le cas de l'Angola et de la République Démocratique du Congo, qui sont parmi les premiers à avoir mis en place l'initiative « Resource for Infrastructures (R4I) » avec la Chine.
- Un pragmatisme qui lui permet de se réajuster en fonction des situations : plusieurs forums sont organisés en marge du Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) dont le FOCAC Business Council qui a abouti à la création de la chambre de commerce conjointe sino-africaine.

Cette présence chinoise a eu pour effet de donner une plus grande confiance aux dirigeants africains. En invoquant le principe de « non ingérence » dans les affaires internes des pays africains, la Chine a réussi à renforcer sa présence dans des pays comme le Soudan et le Zimbabwe.

D'autres pays, comme le Sénégal, se sont eux-aussi tournés vers les pays émergents. Entre 2007 et 2012, Les entreprises indiennes, chinoises et iraniennes se sont partagé le marché des transports publics. Le port autonome de Dakar, qui était géré par l'entreprise française Bolloré a vu sa gestion confiée à la société Dubaï Port World. De plus, un Ministère de la Coopération internationale en charge des relations avec les émergents a été créé, en marge du Ministère des Affaires étrangères.

L'heure du retour pour les partenaires classiques?

Aujourd'hui, les puissances occidentales semblent avoir décidé de se repositionner sur le continent. En témoignent les visites effectuées par certains Présidents africains en France et aux Etats-Unis depuis 2012 ainsi que les différentes tournées africaines des dirigeants français et américains en Afrique en 2013, avec notamment la récente visite de Barak Obama au Sénégal, en Afrique du sud et en Tanzanie. Mais au-delà de la reconstruction des liens diplomatiques, ces stratégies portent aussi sur un volet économique. L'African Growth and Opportunity Act (AGOA) avait été initié en 2000 par le Président Clinton. Son objectif était de permettre aux pays africains bénéficiaires d'avoir accès au marché américain mais l'AGOA n'a pas atteint ses objectifs. Les conditions difficiles d'accès au marché américain, le manque d'information pour les PME et PMI africaines, liées à l'existence même de l'AGOA ont participé à cet échec. Malgré les préférences octroyées par l'AGOA, les échanges commerciaux entre les pays africains et les Etats-Unis ont principalement porté sur l'exportation de matières premières et l'importation de biens manufacturés. Pour préparer l'après-AGOA prévu en 2015, un document conjointement publié par le Wilson Center and Manchester Trade préconise un « partenariat commercial plus équitable » entre les Etats-Unis et l'Afrique afin d'éviter « le risque d'une réponse inappropriée des Etats-Unis face à l'engagement de la Chine et des autres pays tiers en Afrique ». Ce rapport faisait suite à celui du Government Accountability Office (GAO) sous la requête du Congrès, publié en février 2013 et qui suggère que « les Etats-Unis mettent la priorité sur le commerce et l'investissement dans leurs relations avec les pays africains ».

L'Europe, quant à elle, a inséré en 2007 la clause de la Nation la plus favorisée dans les accords de partenariat économique (APE). Cette dernière stipule que tout avantage octroyé par une « économie commerciale majeure » devrait automatiquement être donné aux pays de l'Union européenne. Et puisqu'une « économie commerciale majeure » concerne tout pays dont la part du commerce mondial est supérieure ou égale à 1 pourcent, celle-ci inclut de fait la Chine qui pèse 10,4 pourcent des exportations et 9,5 pourcent des importations mondiales. Dans la même lancée, le Japon tient aussi à préserver sa place. Certes, le Tokyo International Conference (TICAD) avait été initié en 1993, mais pour la première fois, le TICAD de 2013 a listé les principaux domaines de coopération et les engagements financiers pour leur mise en œuvre. Son plan d'action démontre son désir de poursuivre la Chine à travers le soutien des entreprises japonaises qui veulent investir ou faire du commerce avec l'Afrique, l'octroi de prêts pour pousser les entreprises locales

à acheter des produits japonais, l'implication dans la construction d'infrastructures, la planification d'accords d'investissements bilatéraux etc.

Aujourd'hui, les puissances occidentales semblent avoir décidé de se repositionner sur le continent.

Et face à tout cet engouement, quelles devraient être les réponses africaines ?

Certes, la venue de la Chine en Afrique suivie d'autres puissances émergentes offre à l'Afrique l'opportunité de diversifier ses partenaires. Cependant, la première option de l'Afrique est d'abord l'Afrique, même si les opportunités offertes par les partenaires commerciaux sont loin d'être négligeables: application des droits douaniers nuls par la Chine pour près de 400 produits en provenance d'Afrique, l'initiative « Tout sauf les armes » de l'UE et l'AGOA pris par les Etats-Unis. Mais cela semble être insuffisant au regard des difficultés qu'éprouvent les pays africains à saisir pleinement ces opportunités. Une situation qui laisse croire que les pays africains devraient miser sur eux même.

A cet égard, ils doivent poursuivre et achever le processus d'intégration en cours qui doit aboutir à la création d'une zone de libre échange continentale à l'horizon 2017. Une première étape a été franchie à cet effet avec l'initiative des trois Communautés Economiques Régionales (SADC, COMESA et CAE) qui ont décidé de se regrouper pour donner naissance à la Tripartite. Cette dernière compte 26 pays membres avec une population de 527 millions de personnes, soit 57 pourcent de la population totale du continent africain. Elle représente un PIB combiné de 624 milliards de dollars US, et contribue de près de l'ordre de 58 pourcent du PIB total de l'Union africaine.

L'Afrique doit également poursuivre et achever les différents projets de développement initiés à l'échelle continentale. Il en est ainsi du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) initié par la Banque africaine de développement en partenariat avec l'Union africaine et le NEPAD, qui prévoit la construction de la Trans-African Highway dont les corridors n°4, 5, 6 et 7 relieraient l'Afrique de l'Ouest (qui compte 308 millions d'habitants et un PIB cumulé de 624 milliards de dollars US) à l'Est et de fait à la Tripartite.

Et sur ce point, la coopération entre l'Afrique et les puissances émergentes présente plusieurs avantages. La Chine et les pays hôtes ont mis en place des zones économiques spéciales en Zambie, en Ethiopie, à Maurice, en Egypte et au Nigeria. Ces zones pourraient servir de tests pour les PME et PMI africaines, en évitant de reproduire les échecs des zones franches. L'accès à des équipements abordables en provenance des pays émergents peut aussi permettre aux entreprises de produire à petite échelle au début et s'agrandir par la suite. Complétés par des infrastructures de transport, et une fluidité de la circulation des biens et personnes au niveau des postes frontières, les échanges commerciaux intra-régionaux pourraient se développer et se diversifier. Mais cela sous-entend une cohérence des politiques, une implication de tous les acteurs et une coordination au niveau national, sous-régional et régional.

Conclusion

Le Président Barack Obama a séjourné au Sénégal du 26 au 27 Juin 2013. Le 6 Juillet, la Chine accordait un don de près de 4 milliards au Sénégal. Et la visite de M. Barack Obama en Afrique du Sud et Tanzanie faisait suite à celle du Président chinois M. Xi Jinping. Cela démontre l'intérêt que représente le continent africain aux yeux de ses partenaires classiques et nouveaux. Mais l'option la plus sûre pour l'Afrique serait de miser d'abord sur elle-même.



Aissatou Diallo

Chargée de Programme
«Afrique, puissances émergentes
et relations Sud-Sud» à ENDA
CACID

AGRICULTURE

La Chine est-elle un acteur majeur de l'accaparement des terres en Afrique?

Philippe Kersting

Dans les débats sur les acquisitions foncières en Afrique la Chine est fréquemment dénoncée comme étant l'un des principaux accapareurs de terres et accusée de contribuer à la déstabilisation des sociétés africaines. Cet article remet en question le rôle que le monde occidental assigne souvent à la Chine.

En l'an 2011 la population mondiale a dépassé la barre des sept milliard d'habitants. La FAO estime qu'elle atteindra les neuf milliards d'ici 2050 et que la production alimentaire mondiale devra croître de 70 pourcent afin de pouvoir nourrir la planète. En même temps de nombreuses régions du monde sont victimes de la dégradation de leurs ressources naturelles et de l'épuisement de leur potentiel agricole. Dans ce contexte l'attention des observateurs internationaux s'oriente surtout vers les régions caractérisées par une raréfaction (réelle ou supposée) des ressources ainsi que vers les régions caractérisées par leurs réserves (réelles ou supposées) en ressources. Ainsi les regards se tournent principalement vers la Chine (raréfaction) et l'Afrique (réserves). Une conviction largement répandue veut que la Chine soit à la conquête des terres en Afrique au péril de la sécurité alimentaire et la stabilité politique des pays africains. Mais qu'en est-il réellement ?

Qu'est ce que l' « accaparement des terres » ?

Avant de discuter du rôle des activités foncières de la Chine sur le continent africain, il est important de récapituler brièvement les raisons de l'accélération de l' « accaparement des terres ». La structure sous-jacente à la ruée mondiale sur les terres arables telles que nous l'observons nettement depuis 2007/08 a été mise en place au cours de la libéralisation des marchés fonciers initiée depuis les années 1990. Mais son véritable moteur est l'accélération inquiétante de la crise multiple du capitalisme depuis le début du nouveau millénaire: crises alimentaires, économiques, financières, environnementales, climatiques, énergétiques, politiques, etc. Les réponses apportées à ces différentes crises ont pour point commun d'être toutes étroitement liées à la ressource terre et donc de renforcer la ruée vers celles-ci. Par exemple, les crises alimentaires sont perçues comme des crises de sous-production et les réponses envisagées passent principalement par l'intensification de l'utilisation de la ressource terre. De même les crises environnementales, climatiques et énergétiques ont renforcé la pression sur les ressources des pays du sud car les réponses apportées sont toutes friandes de terres (« green grab »). Enfin les crises économiques et financières ont également orienté l'attention internationale vers la ressource terre car, en raison de sa raréfaction relative, elle devient un objet d'investissement attrayant pour les promoteurs.

L'Afrique : le continent des terres vacantes ?

Le débat sur les acquisitions foncières est mené de façon très controversée. Les pourfendeurs de l'accaparement des terres qualifient le processus de « large scale investments in agricultural land » qui selon eux, est nécessaire au développement des régions jusqu'à présent « sous-développées » à travers les infrastructures, le transfert de savoirs et de technologies, les investissements dans le secteur agricole, etc. Les acteurs qui considèrent ces acquisitions d'un œil plus critique les qualifient de « land grabbing » ou d'« accaparement des terres » et mettent en garde contre les dépossession et expulsions, la destruction des petites et moyennes fermes et le danger du chômage, l'introduction de l'agro-industrie et d'organismes génétiquement modifiés, la pollution et la dégradation des ressources, la violation du droit à la terre et du droit à l'alimentation.

Accusés de mettre en danger la sécurité alimentaire des populations locales, les pourfendeurs des acquisitions foncières se sont vus obligés de développer des nouveaux arguments et c'est ainsi que sont apparus sur le devant de la scène les concepts du « *yield gap* » et des « *marginal lands* ». Si l'on en croit la Banque Mondiale, l'Afrique serait le continent avec le plus grand potentiel agricole inexploité. Nul autre continent ne posséderait un « *yield gap* » supérieur, c'est-à-dire une différence plus importante entre les récoltes maximales potentielles et les récoltes effectives. La Banque Mondiale estime que le plus gros potentiel se situe dans les savanes guinéennes africaines (voir figure 1). 93 pourcent de la savane guinéenne est sous ou non-exploitée et quantifie les réserves en terres vacantes (« *marginal lands* ») à plus de 200 millions d'hectares. A titre de comparaison, la surface agricole utile de la France s'élève à 29 millions d'hectares.

Fig. 1 : La savane guinéenne est une région « vide » à 93 pourcent



Source : Banque Mondiale

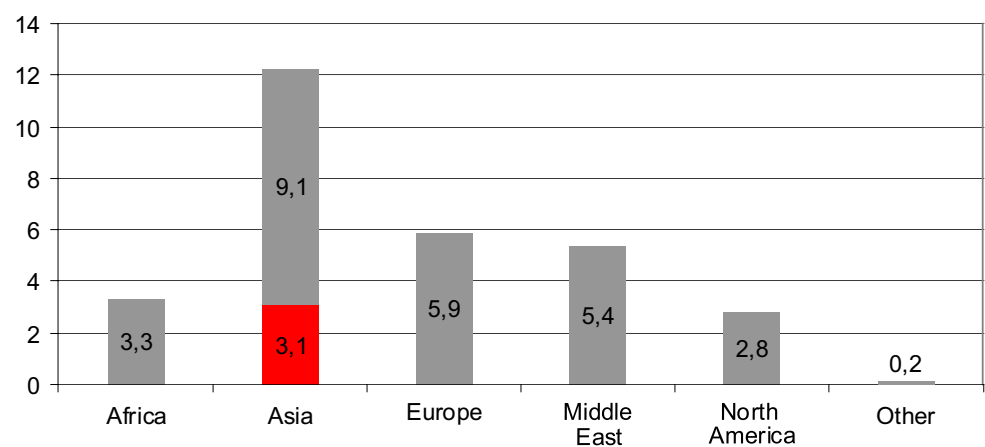
La Chine: un des acteurs de l'accaparement des terres en Afrique?

Avec ses 1,3 milliard d'habitants, il n'est pas étonnant que les politiques alimentaires et agricoles de la Chine aient des répercussions directes au niveau mondial et soient perçues comme menaçantes par les puissances traditionnelles. Aujourd'hui la Chine a développé pratiquement tout son potentiel agricole et une extension supplémentaire des surfaces agricoles semble impossible. Les contraintes sont majeures : alors que vit en Chine 20 pourcent de la population mondiale, elle ne dispose que de 8 pourcent des surfaces agricoles mondiales et seulement 6 pourcent des réserves annuelles en eau douce. En même temps, la Chine connaît une croissance rapide de la demande en produits agricoles, estimée à 23 pourcent par an depuis le début du nouveau millénaire, en raison des transformations sociales majeures et du changement des habitudes alimentaires avec l'émergence d'une classe moyenne estimée à 20 pourcent de la population. Ainsi la consommation de viande a augmenté entre 1980 et 2010 de 15 à 70 kg par personne et par an (à titre de comparaison, cette consommation est de 88 kg en Allemagne et 123 kg aux USA). Un autre facteur non moins important entraînant une explosion de la demande en agro-ressources est la forte croissance de l'industrialisation. Compte tenu de cette situation, de nombreux observateurs

occidentaux estiment que la Chine est dans l'incapacité de faire face à sa demande interne en ressources agricoles et sera donc contrainte de développer une politique de *out-sourcing* agricole et donc de *going-out* foncier. Ceci explique pourquoi la Chine est souvent mentionnée comme l'un des acteurs principaux de l'accaparement des terres.

Cette analyse semble se confirmer si l'on regarde les données de la *land matrix*, la banque de données *open access* la plus complète qui existe actuellement sur les activités foncières au niveau mondial (www.landmatrix.org). –. Lors du lancement de la *land matrix* en avril 2012 la Chine semblait faire partie des acteurs majeurs dans le domaine des acquisitions foncières en Afrique (voir fig. 2).

Fig. 2 : Provenance des investisseurs fonciers en Afrique entre 2000 et 2012 et surface accaparée en million d'hectares selon les données de la *land matrix* en avril 2012 (en rouge la Chine)

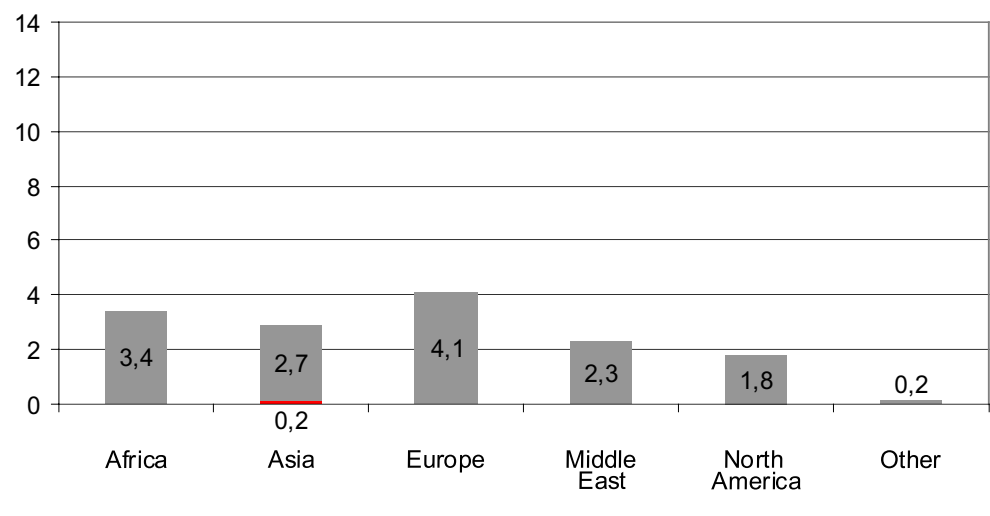


Après la mise en ligne de la *land matrix*, divers spécialistes ont remis en question de nombreuses données et notamment certaines transactions asiatiques. Ces critiques ont eu pour effet de modifier les informations dans la banque de données au point de livrer, un an après, une toute autre image (voir fig. 3). Les corrections effectuées dans la banque de données jusqu'en avril 2013 suggèrent que les principaux investisseurs fonciers en Afrique ne proviennent pas d'Asie mais d'Europe. Selon la *land matrix* d'avril 2013, les dix plus importants acteurs des acquisitions foncières en Afrique sont (en million d'hectares): les Émirats Arabes Unis (1,9), l'Inde (1,8), le Royaume-Uni (1,5), les USA (1,4), l'Afrique du Sud (1,3), l'Italie (0,6), l'Allemagne (0,5), le Soudan (0,5), l'Éthiopie (0,4) et le Portugal (0,4). La Chine n'arrive qu'en 19ème position avec 0,16 million d'hectares.

La question est alors de savoir pourquoi la Chine est aussi peu présente dans la ruée mondiale sur les terres agricoles alors que son développement démographique et les transformations socioéconomiques majeures laissent penser qu'elle n'a pas d'autre choix que de s'engager sur ce chemin. Pour répondre à cette question il faut différencier entre la production agricole alimentaire pour les humains et la production agricole d'aliments pour animaux et/ou de ressources industrielles, car les stratégies chinoises diffèrent nettement sur ces deux plans.

La Chine couvre son besoin en aliments pour animaux et en agro-ressources agricoles principalement à travers le marché mondial, notamment depuis son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce en décembre 2001. Les produits agricoles importés par la Chine proviennent majoritairement de l'Asie et des Amériques. L'Afrique joue un rôle mineur aussi bien en ce qui concerne les importations que les exportations agricoles chinoises.

Fig. 3 : Provenance des investisseurs fonciers en Afrique entre 2000 et 2013 et surface accaparée en million d'hectares selon les données de la land matrix en avril 2013 (en rouge la Chine)



Pour ce qui est des productions agricoles destinées à l'alimentation des populations chinoises, il faut tout d'abord constater que le potentiel agronomique de la Chine a été et est toujours sous-estimé par les observateurs occidentaux. Jusqu'à présent la Chine est pratiquement auto-suffisante dans de nombreux domaines (fruits, légumes, maïs, céréales, riz, etc.). Malgré la hausse de certaines importations il n'y a pas de signaux d'une dépendance alimentaire de la Chine et l'acquisition internationale de terres ne semble pas faire partie de la stratégie chinoise de sécurisation alimentaire.

Conclusion

L'Afrique est devenue depuis le début du nouveau millénaire un lieu de l'affrontement accru entre les anciennes puissances (Europe, USA) et les nouvelles puissances émergentes (Chine, Brésil, Inde, etc.). La Chine a notamment transformé et rompu les normes occidentales de coopération internationale avec l'Afrique. Il faut cependant noter que l'analyse des commentateurs occidentaux est malheureusement souvent partiale et réduite aux stéréotypes Afrique égale victime et Chine égale menace. Ainsi il existe bien plus d'analyses sur le rôle de la Chine en Afrique que sur les négociations des Accords de partenariats économiques, sur la politique sécuritaire Américaine (AFRICOM) ou du African Growth and Opportunity Act (AGOA). Et il faut aussi noter que l'Afrique n'est pas seulement le lieu de ces affrontement mais que les Africains eux aussi sont des acteurs de plus en plus importants dans cet affrontement, que ce soient par exemple les opposants à l'accaparement des ressources ou les « responsables » politiques qui les bradent, même si souvent elles ne leurs appartiennent pas. Ainsi il faut aussi constater que selon les chiffres de la *land matrix* l'Afrique serait même le second plus important accapareur des terres en Afrique (voir fig. 3).

Sans pour autant perdre des yeux les activités de la Chine, il serait souhaitable de surveiller de plus près les autres acteurs majeurs de l'accaparement des terres, et notamment les acteurs européens. Mais plus important encore serait de remettre en question nos catégories d'analyses nationales, afin de tenter de mettre à jour les dynamiques plus abstraites et sous-jacentes à l'origine des acquisitions foncières (marchandisation et financiarisation des terres, libéralisation des marchés alimentaires, agro-industrialisation, etc.).

DERNIER MOT

La coopération sud-sud : une nouvelle lueur dans la coopération internationale ?

Cheikh Tidiane Dieye

Les articles publiés dans ce numéro ont en commun d'être reliés par la même trame : jeter une lumière sur un pan du tableau de la coopération Sud-Sud. Mon objectif est de mettre en débat la coopération Sud-Sud et de poser, sans faux-fuyant, les jalons d'une réflexion sur les atouts et limites de la coopération Sud-Sud

Ce numéro revient largement sur la portée et les impacts de la montée en puissance des relations économiques et commerciales entre les pays émergents et l'Afrique sur la transformation structurelle de cette dernière ainsi que son repositionnement géostratégique.

L'environnement économique international a été marqué ces dernières décennies par la montée en puissance d'un groupe de pays en développement qui, lentement mais de manière quasi irréversible, a réussi à se faire une place au devant de la scène. Partageant la caractéristique d'être tous des pays en développement (PED) ou pays du « Sud », ces acteurs dits « émergents » ont provoqué des bouleversements significatifs dans la structure des relations économiques et commerciales, de la coopération au développement ainsi que la distribution et la configuration du pouvoir géopolitique dans le monde.

Les plus significatifs d'entre eux ont donné naissance à l'acronyme BRIC, puis BRICS avec l'arrivée de l'Afrique du Sud dans le Groupe en 2011 (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ils entraînent dans leur sillage des pays de plus petite taille, mais tout aussi dynamiques, comme la République de Corée, Taiwan, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, la Turquie, et d'autres pays d'Asie du Sud-est, d'Afrique du Nord ou d'Amérique Latine. Ces pays ont accumulé ces dernières années des excédents spectaculaires de la balance des paiements et détiennent près de trois quart des réserves extérieures mondiales. Néanmoins, ce qui les caractérise principalement n'est pas seulement leur fort taux de croissance. C'est aussi leur poids économique actuel et leur poids politique en construction, ainsi que leur trajectoire particulière qui leur permettent désormais de compter parmi les groupes les plus influents du système de la gouvernance mondiale.

Comptant déjà pour près de 25 pourcent du PIB mondial, les économies émergentes pourraient, selon les analyses prospectives les plus rigoureuses, avoir collectivement une production supérieure à celle du Groupe des sept pays les plus riches d'ici à 2032, la Chine devenant la plus grande économie du monde avant 2030. Dans un contexte de crises mondiales où les ressources en provenance des pays du Nord deviennent de plus en plus rares et les marchés difficilement accessibles, l'arrivée des « grands » pays du Sud dans l'espace de la coopération au développement apparaît comme une bouffée d'oxygène pour les « faibles » pays du Sud. Le rôle significatif et croissant des pays émergents engendre des mutations majeures qui pourraient être favorables aux petits pays du Sud.

Du côté des partenaires traditionnels, cette diversification des sources de l'aide au développement a conduit à un changement de mentalité. Les pays en développement sont de plus en plus perçus comme des partenaires et non comme des pays à assister. La concurrence entre les pays émergents et les pays développés dans l'accès aux matières premières favorise également la bonne rémunération de ces produits.

L'augmentation des flux commerciaux et la diversification des partenaires

L'émergence des « grands » pays en développement a eu un impact positif et significatif sur la croissance du commerce Sud-Sud. Celui-ci est passé de 577 milliards de dollars en 1997 à plus de 2000 milliards en 2006. La même année, les échanges Sud-Sud représentaient 17 pourcent du commerce mondial et 46 pourcent du commerce total des

200 milliards de dollars

Le commerce sino-africain a été estimé à plus de 200 milliards de dollars en 2012

marchandises des pays en développement. En analysant le cas spécifique de l'Afrique la portée et la croissance phénoménale des relations commerciales Sud-Sud peut être mieux saisie. Le commerce total des marchandises de l'Afrique avec les pays en développement extra-africains est passé de 34 milliards de dollars américains en 1995, puis 97 milliards en 2004, et enfin à 283 milliards en 2008. En 2008, pour la première fois, le commerce total de l'Afrique avec les pays en développement a dépassé son commerce avec l'Union européenne, son principal partenaire commercial. Plus spécifiquement, le commerce des marchandises entre l'Afrique et la Chine est passé de 25 milliards de dollars US en 2004 à plus de 96 milliards en 2008, atteignant plus de 100 milliards en 2010. Le commerce sino-africain a été estimé à plus de 200 milliards en 2012.

Toutefois, cette tendance ne concerne pas uniquement la Chine. L'Inde aussi a vu son commerce avec l'Afrique passer de 9 milliards à 31 milliards dans la même période tandis que le Brésil connaissait une évolution de 8 à 23 Milliards.

L'aide du Sud : quel statut face à l'aide du Nord ?

Dans le domaine de l'aide, les pays développés membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE fournissent encore l'essentiel de l'aide reçue par les pays en développement. Cette aide a été estimée à près de 121.5 milliards de dollars en 2008. Mais l'aide en provenance des pays du Sud a aussi connu une légère augmentation. De l'ordre de 9.5 à 12.5 milliards en 2006, elle aurait connu une augmentation de 5 pourcent par rapport à son niveau de 1990. Il est toutefois difficile de bien mesurer le niveau de l'aide entre les pays du Sud. Les principaux fournisseurs d'aide : la Chine, le Brésil, l'Inde, la Russie ou la Malaisie, n'étant pas membres du CAD, cela pose un problème de cohérence et de coordination des données sur l'aide effective qu'ils fournissent à d'autres pays en développement.

La CNUCED indique que l'Aide Publique au Développement (APD) des pays en développement se porte de plus en plus sur l'infrastructure et les secteurs de production des économies africaines, ce qui a permis d' étoffer les ressources disponibles pour la région et de diversifier les possibilités de financement de l'Afrique. En 2006, les donateurs traditionnels ne consacraient que 22 pourcent de leur APD aux secteurs de production et à l'infrastructure. La Chine, en termes d'échelle, est devenue la principale source d'aide bilatérale à l'Afrique pour l'infrastructure et les secteurs de production. D'après les informations données par la CNUCED, les engagements chinois de financement d'infrastructures d'Afrique subsaharienne sont montés en flèche, passant de 470 millions de dollars en 2001 à 4,5 milliards en 2007. On estime à 54 pourcent, pour la période 2002-2007, l'aide de la Chine consacrée à l'infrastructure et aux travaux publics. La critique principale et récurrente à l'encontre de l'aide traditionnelle concerne l'utilisation de conditionnalités politiques. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux du Nord lient souvent leur aide au développement à des conditions macroéconomiques et à des conditions de gouvernance. Les donateurs du Sud n'imposent habituellement pas de conditionnalités, ni macroéconomiques, ni sur la gouvernance des pays partenaires. Leurs exigences étant moindres et leurs procédures plus simples, les décaissements se font plus rapidement et avec plus de prévisibilité. Mais l'aide du Sud n'est pas pour autant déliée. Elle est loin d'être désintéressée. En effet si le principe de la non-ingérence est bien établi dans la coopération entre pays du Sud, l'aide fournie est attachée à des conditions dont les plus connues sont l'obligation d'achat d'équipements du pays du Sud fournisseur, le recours à sa main d'œuvre et à ses entreprises. Par exemple, dans la majorité des projets chinois d'aide au développement en Afrique, Pékin exige que 70 pourcent des contrats concernant la construction d'infrastructures soient confiés à des sociétés chinoises «approuvées», principalement des sociétés appartenant à l'État, le reste étant confié à des entreprises locales, dont beaucoup sont en joint-venture avec des groupes chinois. Beaucoup de projets ont été réalisés avec de la main d'œuvre importée de Chine, ce qui dans bien des cas génère des effets négatifs et réduit la portée des résultats attendus de l'aide pour le pays bénéficiaire.

Mais tout n'est pas rose

La coopération Sud-Sud n'émerge pas contre la coopération Nord-Sud. Son objectif n'est pas de remplacer la coopération traditionnelle. Son originalité réside dans son caractère souple et non contraignant. Mais elle n'a pas que des qualités. En effet, à part le fait qu'elle n'impose pas de conditionnalités politiques ou macroéconomiques aux pays bénéficiaires, peu de choses différencient les formes de coopération Nord-Sud et Sud-Sud du point de vue de leurs objectifs et de leur logique. Même si tous reconnaissent l'importance de cette forme de partenariat dans le développement des pays du Sud, il n'en reste pas moins qu'elle présente aussi des risques majeurs qui pourraient constituer des freins aux efforts de construction de bases productives internes à ces pays pour leur industrialisation, mais aussi réduire les avancées en matière de gouvernance de responsabilité des pouvoirs publics. Pour le moment, les échanges et les investissements avec le Sud ne font que renforcer le schéma traditionnel : les pays africains exportent des produits agricoles, des minéraux, des minerais et du pétrole brut et importent des produits manufacturés. Les dangers d'un tel modèle sont désormais bien connus. C'est au moment où les relations économiques et commerciales entre pays du Sud ne sont qu'à leur début qu'il faut inverser cette tendance. La spécialisation des pays du Sud dans la fourniture de matière première a été l'un des principaux facteurs de leur stagnation économique. La reproduction du schéma pourrait être lourde de conséquences.

Sur le plan commercial, la quasi-totalité des échanges entre pays du Sud est concentrée entre seulement quelques pays qui partagent la particularité d'être des exportateurs de pétrole ou d'autres ressources minières. En Afrique par exemple, les cinq premiers exportateurs vers les pays en développement fournissent 68 pourcent des exportations totales du continent, alors qu'ils représentent également 57 pourcent des importations en provenance d'autres pays en développement.

Le manque de transparence représente une autre facette de la coopération Sud-Sud. Et ceci est un défi de taille lorsqu'on considère les contraintes que génèrent des accords négociés dans des conditions souvent défavorables à la partie la plus faible. Il existe très peu d'information sur l'aide fournie par les grands pays du Sud du fait de l'inexistence d'agences de coordination et de contrôle de l'aide dans ces pays. Cela engendre une grande incohérence qui se rajoute au culte du secret qui souvent entoure les contrats signés entre les pays du Sud.

La conséquence primaire d'une telle logique du secret, c'est la négation de la participation, du suivi et du contrôle des arrangements par les citoyens des pays du Sud bénéficiaires. La coopération Sud-Sud est souvent une affaire de gouvernements, impliquant quelques fois, presque exclusivement des entreprises, et ne contenant que peu, sinon pas, de dispositions, sur la responsabilité vis-à-vis des citoyens. Ceci empêche l'appropriation des dynamiques par les acteurs sociaux et politiques de ces pays et dilue la responsabilité des gouvernements vis-à-vis de ces derniers.

Au total, si, comme tous le reconnaissent, la coopération Sud-Sud peut-être un levier pour la transformation économique d'un continent comme l'Afrique, il y a lieu aussi de reconnaître que l'Afrique doit être plus proactive et se doter d'une stratégie à moyen et long terme pour tirer profit des opportunités qui se présentent. Toutefois, ceci ne semble pas être gagné d'avance.



Cheikh Tidiane Dieye

Directeur exécutif du Centre
Africain pour le Commerce,
l'Intégration et le Développement
/ réseau ENDA Tiers Monde,
Dakar, Sénégal. Il est rédacteur
en chef de Passerelles.

OMC

Lamy : «la route pour la Conférence ministérielle de Bali est plus claire, mais il reste beaucoup à faire»

Un point effectué fin juillet sur les négociations en vue de la Conférence de Bali en décembre 2013.

Les négociations en vue de la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC à Bali se sont accélérées au cours des dernières semaines, a déclaré le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, entretenant l'espoir de la réalisation potentielle de résultats fructueux en décembre. De nombreux membres ont toutefois averti qu'il reste beaucoup plus à faire si l'OMC souhaite parvenir à un ensemble ambitieux d'objectifs faciles à atteindre à temps pour la réunion de haut niveau de cet hiver.

« La route pour Bali est beaucoup plus claire qu'il y a deux mois » a déclaré Lamy aux membres, au cours d'une réunion du Comité des négociations commerciales, chargé des discussions du Cycle de Doha. Cependant, en dépit des « progrès encourageants » perçus au cours des deux derniers mois, les membres « n'ont pas encore atteint leur but. »

« Je dirais que le verre est rempli aux deux-tiers, » a déclaré le Directeur général.

Cette réunion du comité des négociations était destinée à faire un bilan du processus de préparation de la Conférence ministérielle, Lamy ayant averti en juin que ceci serait la dernière « station-service » sur l'autoroute qui mène à Bali. Suite au congé annuel du mois d'août, il reste maintenant moins de trois mois aux membres de l'OMC pour finaliser un paquet pour la Conférence ministérielle de décembre.

En outre, le nouveau directeur général, l'ancien ambassadeur brésilien Roberto Carvalho de Azevêdo, a pris ses fonctions en septembre, en remplacement à Lamy qui a quitté son poste le 31 août dernier. Toutefois, il est difficile de prévoir si le nouveau directeur général de l'OMC disposera de suffisamment de temps pour accélérer le rythme du processus de Bali.

Les interventions des membres ont généralement reflété l'idée que les efforts de cet été ont été « juste suffisants » pour maintenir le rythme des préparatifs en vue de Bali, une impression confirmée par des délégués qui ont parlé à Bridges au cours des dernières semaines.

« S'ils ne se sont pas exactement couverts de gloire, les membres de l'OMC ont au moins maintenu le bateau à flot pour l'automne et ont, dans certains cas, réussi à éviter les écueils évidents, » a déclaré l'ambassadeur américain Michael Punke. « Nous en avons probablement fait assez au cours des derniers mois pour nous donner une dernière chance de parvenir à un paquet significatif. »

La Chine a également salué une avancée dans une direction qui « reconnaissait les liens naturels entre diverses questions du paquet de Bali. » L'ambassadeur Yi Xiaozhun a également averti que les négociations étaient toujours loin de progresser à la vitesse requise. « Nous devons admettre avec lucidité que le rythme actuel des discussions reste trop lent pour garantir des résultats concrets lors de la Conférence ministérielle a-t-il déclaré.

Facilitation des échanges : besoin de plus d'engagement politique

La pièce maîtresse prévue pour le paquet de Bali serait un accord sur la facilitation des échanges, qui, entre autres, simplifierait les procédures en matière de douane et réduirait les temps d'attente aux frontières.

Les négociations dans ce domaine se sont toutefois heurtées à des obstacles à maintes reprises au cours des derniers mois, avec en particulier des désaccords concernant le niveau de flexibilité, l'assistance technique et la constitution de capacités dont les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA) bénéficieraient en vue de la mise en œuvre de l'accord proposé.

Nombre de ces pays en développement membres hésitent à prendre des « engagements lourds » qui pourraient s'avérer difficiles à mettre en œuvre. Certains pays développés tels que les Etats-Unis ont toutefois mis l'accent sur le fait que les obligations devaient être « claires et contraignantes » pour que l'accord ait un impact et ont mis en exergue les propositions relatives à la flexibilité actuellement sur la table.

« Les règles contraignantes sont la valeur ajoutée que l'OMC apporte au commerce mondial » a déclaré Punke, au nom des Etats-Unis. « Si nous ne créons pas de règles contraignantes, nos négociations à l'OMC n'auront aucune valeur ajoutée et franchement, ce type de résultats ne présente aucun intérêt pour les Etats-Unis. »

Le groupe de négociation chargé des discussions sur la facilitation des échanges s'est réuni à Genève pour tenter de réduire certaines de ces divergences ; les discussions se sont achevées sur une « note positive » selon Lamy. Les Amis du Président – quatre hauts responsables qui aident à faciliter les discussions au cours des derniers mois – n'ont cependant signalé que quelques progrès, un grand nombre de questions difficiles et d'aspects techniques restant non résolus.

Les membres avaient espéré supprimer la moitié des passages mis entre crochets dans le projet de texte – au nombre de 500 en juin – avant la réunion du Comité des négociations de juillet. Des sources indiquent cependant que seule une partie de ceux-ci ont été éliminés. « Nous ne sommes même pas près d'atteindre cette cible de 50 pour cent, » a déclaré Angelos Pangratis, ambassadeur de l'UE auprès de l'OMC.

L'ambassadeur Eduardo Sperisen-Yurt du Guatemala, qui préside les discussions sur la facilitation des échanges, a indiqué que le manque de souplesse dont font preuve les membres était « le réel problème » selon des sources présentes à la réunion. Il a donc appelé à davantage d'engagement à un haut niveau, pour que les délégués aient le mandat de négocier les compromis nécessaires. Il a également suggéré la possibilité de tenir une « signalling conférence » au cours de laquelle les membres présenteront ouvertement des propositions définitives en vue de la finalisation du texte. La prochaine réunion du groupe de négociation se tiendra durant la semaine du 7 octobre.

Agriculture : absence de consensus

Lors d'une réunion distincte, John Adank, président des discussions sur l'agriculture et ambassadeur de la Nouvelle-Zélande, a refroidi l'espoir de voir les membres arriver à un accord sur les questions du commerce des produits agricoles qui pourraient faire partie de « l'accord restreint » - « *small package* » deal - pour décembre.

« Je ne suis pas en mesure d'annoncer aujourd'hui que nous sommes arrivés à un consensus sur n'importe quelle partie de nos travaux ayant trait à Bali, » a-t-il déclaré jeudi dernier lors d'une réunion informelle des négociateurs du commerce des produits agricoles.

Il a toutefois indiqué aux membres que des progrès avaient été réalisés sur des propositions présentées par le G-33 - groupe de pays en développement ayant un grand nombre de petits exploitants. Les négociateurs avaient progressé dans les discussions sur le libellé d'une nouvelle clause possible. Celle-ci exempterait une liste de programmes de subventions agricoles des pays en développement du plafond sur le soutien qui fausse les

échanges à l'OMC, à la condition qu'il y ait des effets de distorsion tout au plus minimale sur les échanges.

Lors de la réunion, Adank a déclaré que le G-33 avait proposé la suppression de certains programmes de cette liste – les paiements pour la « fourniture de services en matière d'infrastructure » et « la sécurité alimentaire nutritionnelle » - car ceux-ci sont considérés comme relevant de la catégorie verte, au titre des règles existantes.

« Quelques éléments de convergence » sont également apparus dans les discussions sur des propositions visant à accorder aux pays en développement davantage de flexibilité pour l'achat de produits alimentaires à des prix subventionnés en cas de fourniture d'aide alimentaire intérieure ou de constitution de stocks publics, a déclaré le président. Les négociateurs avaient réalisés des progrès particuliers sur la question d'un éventuel mécanisme provisoire qui pourrait offrir davantage de flexibilité à des pays risquant de ne pas respecter leurs engagements à l'OMC, a-t-il déclaré.

Ils sont toutefois restés profondément divisés sur la question de savoir si les subventions à l'exportation de produits agricoles devaient faire partie d'un accord de Bali. « Il nous reste manifestement beaucoup à faire dans ce domaine pour déceler une quelconque convergence » a averti Adank.

Les discussions sur le développement : « les moins avancées », selon les membres

Le troisième domaine où les membres de l'OMC espèrent parvenir à des résultats à temps pour Bali a trait aux questions liées au développement, que beaucoup considèrent comme le domaine le moins avancé des discussions. Certaines sources ont indiqué que les membres semblent attendre de voir ce qui ressort des autres domaines de négociation avant de tenter de réaliser des avancées majeures sur ces questions.

Ces discussions se sont concentrées sur trois axes. L'un de ceux-ci comprend les 28 propositions de Cancún, qui font partie d'un groupe de 88 propositions axées sur le renforcement des dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TS&D) dans les différents accords de l'OMC, convenues il y a dix ans mais non encore opérationnelles.

Lamy a indiqué que les discussions sur ces 28 propositions continuent à progresser, et que les membres examinent actuellement ces propositions vieilles de dix ans afin de mieux comprendre leurs implications dans le contexte de 2013. Les membres examineront ensuite s'il y a lieu d'adopter certaines ou l'ensemble de ces propositions, a-t-il déclaré.

« Ces travaux sont en cours, mais à mon avis, il faut les accélérer pour donner l'impulsion nécessaire, » a-t-il exhorté, en rappelant aux membres que de telles propositions avaient déjà fait l'objet d'un accord « de principe. » Il s'agit à présent d'actualisation, a-t-il ajouté, et non de renégociation.

Le second sujet de discussion porte sur le « Mécanisme surveillance », qui réexaminerait le fonctionnement des dispositions de l'OMC relatives au traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et qui pourrait suggérer des améliorations. Alors que les discussions sur ce sujet continuent à avancer, la « clarté conceptuelle » qui a été atteinte doit à présent se traduire dans la rédaction d'un libellé, a déclaré Lamy.

Le troisième domaine, qui concerne les mesures sanitaires et phytosanitaires et les accords sur les procédures d'octroi de licences d'importation, sera mis en attente jusqu'après Bali, les discussions sur ces propositions axées sur des accords particuliers ayant débouché sur une impasse en début d'année.

Les quatre propositions ayant trait aux PMA présentées au début de l'été, devront encore faire l'objet de discussions, a déclaré Lamy, en particulier pour trouver un « terrain d'entente » sur l'accès au marché en franchise de droits et sans contingents – un sujet qui a suscité des désaccords internes au sein du groupe des PMA, ont déclaré des sources à Bridges.

Sur le fil

La « transformation » du commerce mondial pose de nouveaux défis

Le commerce mondial devrait subir, dans les années à venir, une série de changements rapides façonnés par des facteurs économiques, politiques et sociaux ainsi que par la montée des puissances émergentes, selon le nouveau rapport sur le commerce mondiale publié par l'OMC récemment.

De tels changements sont susceptibles de poser des défis et d'offrir des possibilités pour le système commercial mondial, constate le rapport sur le commerce mondial de cette année, bien que la « transformation » du commerce soit déjà en cours depuis plusieurs années. L'augmentation des chaînes d'approvisionnement mondiales et l'élargissement de la participation géographique aux échanges mettent clairement en évidence de tels changements. Cette transformation ne laisse entrevoir aucune inversion de la mondialisation », a précisé le Directeur général de l'OMC, dans son avant-propos. « Mais il ne faut pas oublier que les gains qu'elle procure pourraient être anéantis ou amoindris si les pressions à court terme l'emportent sur les intérêts à long terme et si l'on ne tient pas compte des conséquences sociales en termes de répartition inégale des avantages qui en découlent. » « Le commerce n'est pas une fin en soi, mais un moyen de contribuer à notre avenir », a ajouté Lamy.

L'avenir du commerce sera également affecté par la façon dont la politique et les politiques abordent des questions telles que la disponibilité des emplois, les inégalités croissantes en matière de revenu, les préoccupations environnementales selon le rapport sur le commerce mondial. Dans ce contexte, l'économiste principal de l'OMC, Patrick Low, a souligné que la politique ne pouvait pas être formulée séparément, et qu'elle devait prendre en compte l'évolution rapide du paysage commercial mondial.

Faisant référence à la récente révision globale de l'aide pour le commerce, du 8 au 10 juillet, le directeur général a pour sa part souligné l'importance que revêtait le commerce dans le développement. Il a mis l'accent sur l'évolution du contexte du commerce en termes d'interdépendance accrue entre pays dans des chaînes d'approvisionnement et a également appelé à « redoubler d'effort ... pour stimuler le dynamisme du système commercial ».

UE: accord sur les paiements directs «verts»

Les responsables européens ont convenu de poursuivre les réformes visant « l'écologisation » des paiements agricoles directs de l'UE au cours des sept prochaines années – et cela même si les gouvernements nationaux seront toujours autorisés à fournir un soutien « couplé » pour des produits particuliers.

Les états membres de l'UE sont arrivés à un compromis avec la Commission et le Parlement européens, après deux mois de discussions sur les révisions, des propositions de réformes présentées, par la Commission.

Les réformes maintiendront les paiements directs aux fermiers européens tout en introduisant de nouvelles prescriptions « vertes ». Celles-ci sont destinées à améliorer la viabilité environnementale de l'agriculture européenne et à rendre les subventions plus acceptables pour les contribuables, en ces temps d'austérité fiscale et de coupes dans les services publics dans l'ensemble de l'Union.

L'accord politique auquel nous sommes parvenus aujourd'hui est une victoire à la fois pour les agriculteurs et les consommateurs européens, a déclaré le Président du Comité de l'agriculture, Paolo De Castro. Le Commissaire européen de l'agriculture et du développement rural, Dacian Ciolos a également fait part de sa satisfaction concernant le paquet.

Toutefois, certains n'en sont pas si sûrs. Une déclaration de Trees Robijns du groupe environnemental Birdlife Europe qualifiait le résultat de « coup majeur contre ceux qui défendent une politique plus durable et plus prospective – qui rendent des services aux populations et à l'environnement, tout en protégeant les intérêts à long terme de l'agriculture ». Une coalition de groupes écologistes, dont le Bureau environnemental européen et d'autres, a pour sa part averti que « pour la première fois dans l'histoire de la politique agricole commune, cette réforme risque d'inverser les progrès réalisés dans les réformes antérieures ».

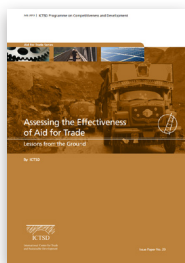
Bien que l'accord-cadre clarifie les contours politiques de la future PAC, la Commission aura encore à préparer un texte législatif détaillé. Essentiellement, les états membres de l'UE devront également s'entendre sur le nouveau cadre budgétaire pour la prochaine période de sept ans, dans le cadre de l'accord général. Une fois finalisées, les nouvelles mesures entreront en vigueur à compter de 2014.

Publications



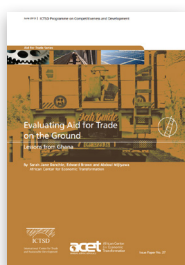
Une évaluation de la performance de l'aide pour le commerce: Les enseignements depuis le terrain – le cas des Philippines – ICTSD – juillet 2013

Cette étude évalue la performance et l'efficacité de l'aide pour le commerce aux Philippines. Elle décrit une bonne performance du pays quant aux principes de Paris sur l'aide pour le commerce. En effet, les institutions philippines ont su prendre en charge l'initiative de l'aide pour le commerce, en définissant et en articulant des stratégies et priorités de développement. Le commerce est inclus dans les pratiques de planification nationales de développement, et les programmes et projets d'aide pour le commerce constituent un instrument clé pour la stratégie commerciale du pays. <http://bit.ly/19uU1d3>



Une évaluation de la performance de l'aide pour le commerce: Les enseignements depuis le terrain - ICTSD - juillet 2013

Cet article, ainsi que les huit analyses de pays, offre une perspective nouvelle sur l'aide pour le commerce vue sur le terrain, son organisation institutionnelle qui soutient cette initiative, et ses faiblesses. En résumé, les conclusions ne diffèrent pas de manière radicale de celles qui ont émergé dans le débat général à ce sujet. Pour résumer, l'aide pour le commerce est plus susceptible d'être performant lorsque le pays ciblé possède les ressources humaines et les institutions nécessaires pour utiliser cette aide; lorsque celle-ci profite de l'existence de la propriété locale, y compris au niveau politique; et lorsque les priorités locales et les intérêts des donateurs s'alignent. <http://bit.ly/12KUGT2>



Une évaluation de la performance de l'aide pour le commerce: Les enseignements depuis le terrain - le cas du Ghana - ICTSD - juillet 2013

Cette étude revoit la performance de l'Aide pour le commerce au Ghana. Elle postule que l'Aide pour le commerce a eu un impact mitigé. D'un côté, les programmes de l'Aide pour le commerce a contribué à une popularisation du commerce et a su relever le défi posé par certaines contraintes qui ornent le secteur des exportations Ghanéen. De l'autre côté, l'Aide pour le commerce a échoué quant au renforcement de la capacité d'absorption des institutions locales impliquées, ce qui a limité l'impact général de l'aide pour le commerce. Malgré la hausse récente, les exportations du Ghana proviennent toujours de peu de secteurs et sont de basse valeur ajoutée. <http://bit.ly/1b3bLwE>



Examen des prescriptions en matière de contenus en produits locaux dans un Accord commercial sur l'énergie durable - ICTSD - juin 2013

En se fondant sur un document antérieur de l'ICTSD portant sur les prescriptions en matière de teneur en produits locaux, ainsi que sur la recherche récente menée par l'Institut Peterson, cette étude propose une série de recommandations innovantes sur les voies et moyens d'éliminer progressivement les prescriptions en matière de teneur en produits locaux afin de se conformer aux règles commerciales actuelles. L'article, dont l'auteur est Sherry Stephenson, chercheur principal à l'ICTSD, reconnaît la nécessité d'une transition harmonieuse pour stimuler l'offre d'énergie renouvelable et met en évidence d'autres mesures de politique qui peuvent être préférables, d'un point de vue tant juridique qu'économique. <http://bit.ly/11RZ5Ag>

EXPLORER LE MONDE DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE AVEC LE RÉSEAU BRIDGES D'ICTSD

BRIDGES AFRICA

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable en Afrique
<http://ictsd.org/news/bridges-africa/>
En anglais

BRIDGES

Commerce mondial dans une perspective de développement durable
<http://ictsd.org/news/bridges/>
En anglais

BIORES

Analyse et informations sur le commerce et l'environnement pour tout public
<http://ictsd.org/news/biores/>
En anglais

PUENTES

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable en Amérique latine
<http://ictsd.org/news/puentes/>
En espagnol

PONTES

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable pour les pays lusophones
<http://ictsd.org/news/pontes/>
En portugais

МОСТЫ

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable pour les pays de la CEI
<http://ictsd.org/news/bridgesrussian/>
En russe

桥

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable en Chine
<http://ictsd.org/news/qiao/>
En chinois



Centre International pour le Commerce et le Développement Durable

Chemin de Balexert 7-9
1219 Genève, Suisse
+41-22-917-8492
www.ictsd.org

ENDA Cacid

B.P. 6879, Dakar, Senegal
+221-33-823-57-54
www.endacacid.org

PASSERELLES existe grâce à la généreuse
contribution des donateurs et partenaires
suivants :

**DFID - UK Department for International
Development**

**SIDA - The Swedish International
Development Cooperation Agency**

**DGIS - Netherlands Directorate-General
of Development Cooperation**

Ministry of Foreign Affairs, Denmark

Ministry for Foreign Affairs, Finland

Ministry of Foreign Affairs, Norway

**L'Organisation Internationale de la
Francophonie**

PASSERELLES bénéficie également du soutien
de ses partenaires associés et des membres
du conseil éditorial.

PASSERELLES accepte volontiers de diffuser,
contre paiement, toute publicité.
La publication accepte toute proposition de
sponsoring destinée à renforcer ses capacités
à étendre son audience. L'acceptation se fait à
la discrétion des éditeurs.

Toutes les opinions exprimées dans les
articles signés de PASSERELLES sont celles
de leurs auteurs, et ne représentent pas
nécessairement les opinions d'ICTSD ou
d'ENDA.

En cas d'utilisation d'articles ou de passages
d'articles de PASSERELLES, prière de citer
correctement et entièrement la source.

Prix : €10.00
ISSN 1996-919

